

LA

VRAIE SOURCE DU MAL

OU ENCORE LA QUESTION DE

L'UNIVERSITE LAVAL.

I PRÉCIS HISTORIQUE

PAR R. P. DUCLOS.

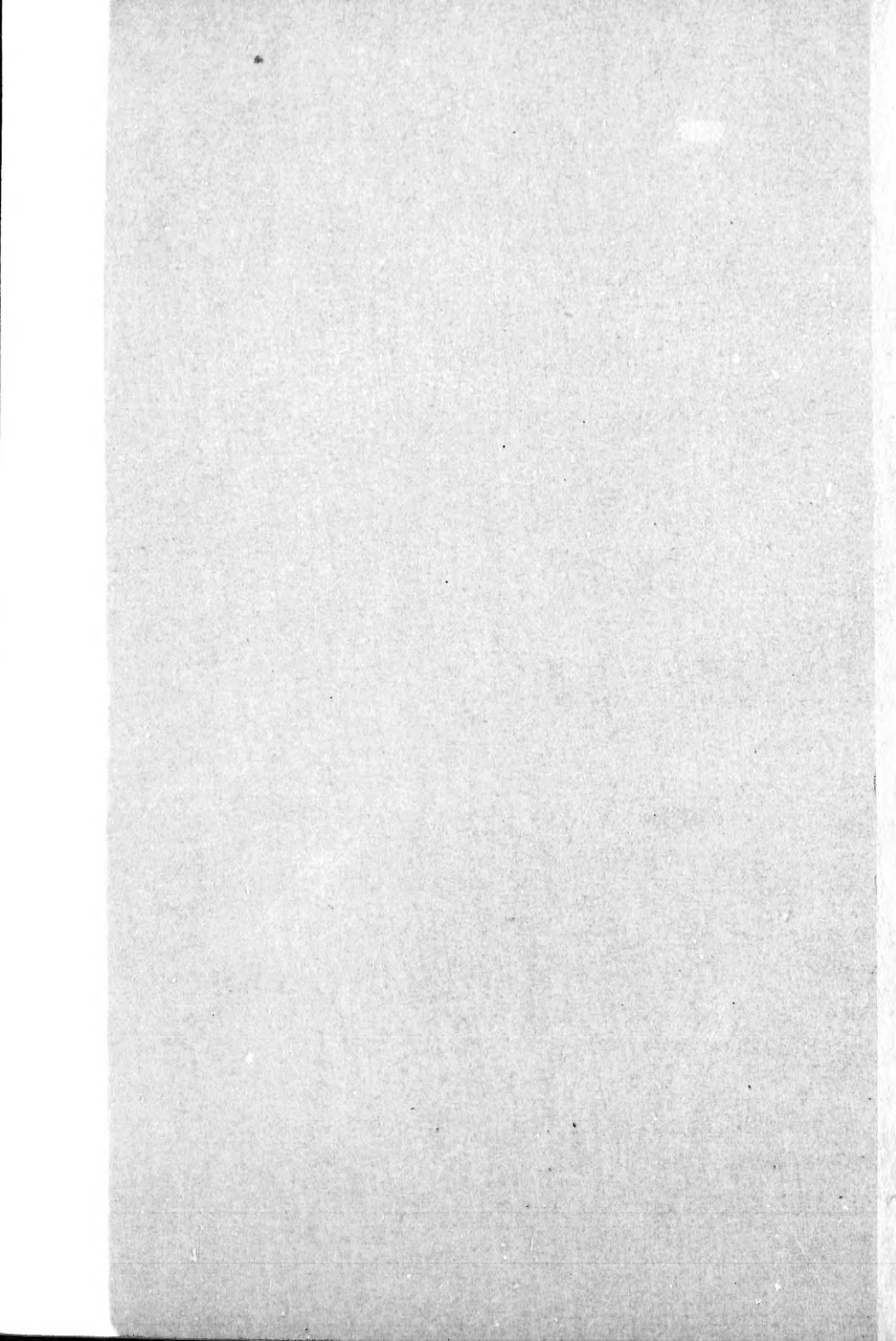
II QUESTION DE PRINCIPE

PAR THÉO. LAFLEUR.

DUCLOS & CRUCHET, éditeurs.

MONTREAL

1884



LAVAL.

Precis historique.

I:

SON MATERIEL.

Le voyageur qui traverse notre grand fleuve, à l'endroit où la pointe Lévis serre ses eaux le long des quais vermoulus de notre vieille capitale, est frappé par le spectacle de deux constructions gigantesques qui se dressent, comme deux forteresses, sur les hauteurs de son fier promontoire. Au sud-ouest, à trois cents pieds de haut, sur des rochers escarpés, dont les pieds baignent dans les eaux du St. Laurent, il contemple avec un sentiment mêlé de surprise et d'admiration, des terrassements, des tranchées, des murs percés de meurtrières, derrière lesquels il devine les bouches de canons menaçants : constructions monumentales d'un autre âge, qui vous transportent deux siècles en arrière, aux temps où les moindres comme les plus graves

questions se réglaient à la lumière des feux de poudre et au grondement du canon. Sur le plateau le plus élevé, des obus, de monstrueux canons accroupis sur leur monture jettent un regard de défi ou de protection aux nombreux navires et aux frégates qui mouillent dans la rade : c'est la citadelle de Québec, le Gibraltar de l'Amérique Septentrionale.

Au Nord-Est, une autre construction de date plus récente, mais de dimensions imposantes, entourée d'un grand nombre de dépendances et bâtiments aussi très respectables : c'est l'université Laval, dont le clocher mince, mais élancé, domine la ville entière, sur laquelle elle en projette les ombres.

Si ce militaire à l'air martial, qui monte la garde sur nos remparts, et ce commandant à cheval n'ont plus rien de redoutable ; et si le canon n'épouvante plus personne, il n'en est pas ainsi de cet homme à l'air doux et humble, vêtu d'une longue robe noire. Du dôme de l'Université, il contemple la ville à ses pieds ; au loin, les vertes campagnes ; il voit le citoyen et l'*habitant* s'incliner au son de sa voix.

Quoique de récente fondation, l'Université possède déjà un matériel qui rivalise avec celui d'institutions plus âgées du pays. Ses salles d'histoire naturelle, où l'on trouve juxtaposés la momie égyptienne et le crâne des rois indigènes,

de nombreux échantillons minéralogiques, une collection bien complète de nos bois qui entrent pour une si grande part dans nos exportations, les cabinets de physique, les laboratoires de chimie, les galeries de tableaux où l'on remarque, bien naturellement dans un pays né d'hier, plus de reproductions que d'originaux ; tout cela est d'un grand intérêt pour le public et d'un grand secours pour le jeune homme qui va s'y préparer à la grande lutte de l'âge mûr. Mais ce qui est plus digne de notre attention, c'est bien la bibliothèque qui serait, à en juger par l'étendue de ses salles et le nombre de ses rayons, l'une des plus riches, sinon des plus complètes que nous ayons au Canada.

Je ne voudrais pourtant pas insinuer par là que la direction soit étroite dans le choix des matières qui doivent entrer dans une bibliothèque universitaire. J'y ai remarqué plusieurs ouvrages qui doivent faire frémir d'horreur leurs silencieux voisins. Entre autres l'Institution de Calvin ; mais sans doute par respect et par un esprit conservateur, la direction tient sous clef et sous verres ces dignes objets de leur vénération.

Ajoutez à cela les salles de réception, dans l'une desquelles les tableaux de fondateurs, et sur une table, au centre, un riche coffret en argent solide, contenant la bulle papale, ou insti-

tution canonique de l'université; les diverses salles destinées aux différentes facultés; enfin la vaste salle de *convocation* où chaque année sont couronnées les futures illustrations nationales, et vous aurez une assez juste idée du matériel de l'Université.

Toute cette immense agglomération de salles, petites et grandes, de salons et de corridors devraient suffire à son fonctionnement. Eh bien, non, on a creusé bien profond dans le roc, pour y poser les solides assises d'une aussi importante institution. Et je me suis souvent demandé pourquoi ces établissements cléricaux, qu'ils soient en Italie, en Espagne ou au Canada, tiennent à ces vastes souterrains. Certes, ces foyers de science, de lumière n'auraient rien à cacher.

Je comprends qu'en Espagne et en Italie, ils aient eu leur utilité. Il fallait bien quelque trou sombre pour ramener à la foi catholique l'hérésie protestante et cacher les instruments de conversion, ou reconversion, selon l'occurrence.

A Québec on a conservé l'habitude traditionnelle des profondes caves, non dans le même but, oh non! on dit que la direction destine ces vastes souterrains à un usage plus pratique; elle conserve à ses caves l'usage pour lequel elles sont généralement construites. La conservation de fruits importés et de tant de choses succu-

lentes que le pays ne produit pas et dont les
vénérables PP. ont besoin ; on dit même qu'il y a
là de très vieux et de très bons vins et des co-
gnacs... tout couverts de mousse... pour les cas
de maladie et pour remonter les cerveaux épu-
isés par les fortes études !

II.

SA FONDATION.

L'université Laval fut fondée en 1852. Sa formation est due à la conception hardie d'un plan qui devait assurer à l'Eglise catholique de la Province une prépondérance aussi incontestable qu'elle est incontestée.

Le grand séminaire de Québec, depuis sa fondation en 1663, s'était contenté de sa mission toute spirituelle : Choisir parmi ses étudiants les mieux doués, et surtout les plus riches, pour en faire des prêtres habiles à calmer les consciences troublées... à revendiquer les intérêts de l'Eglise et à collecter les dîmes. C'était certes une mission bien digne du Séminaire ; il eût pu même se contenter à moins ; mais il en est de l'influence comme de l'or : qui en a, en veut avoir davantage. Le supérieur comprit l'avantage qui en résulterait pour son église, s'il pouvait confier à ses élèves, non-seulement la cure d'âme, mais encore l'administration de la justice et le soin des souffrances physiques de l'humanité. L'idée était lumineuse, hardie.—L'exé-

cution en était facile.— Tout le matériel était trouvé, les bâtiments pouvaient servir, en attendant mieux. Les professeurs ès-sciences et ès-lettres étaient là. Les professeurs en théologie étaient au complet. Adjoignons-nous, se dit-on, quelques avocats de talent, quelques médecins habiles, mais dociles. En un mot, formons deux facultés nouvelles et nous aurons notre Université. Ce pouvait être aussitôt fait que conçu. Et le grand séminaire, sans changer de personnel, avec une insignifiante addition, fut transformé en université à laquelle on donna le nom du premier évêque de Québec, Monseigneur de Laval.

A côté de l'idée purement dénominationnelle, qui ressort clairement d'une lettre de l'évêque Bourget à sa grandeur l'archevêque de Québec, en date de mars 1851, il serait injuste de ne pas voir, chez les promoteurs de l'institution, le désir très louable d'élever le niveau des études et de fournir à la jeunesse canadienne les moyens de mieux se préparer à l'exercice de leurs diverses vocations. Depuis longtemps l'évêque de Montréal songeait à la formation d'une université provinciale, (*in tota nostrâ provincia*).

“Ne serait-il pas temps, lui dit-il, de prendre les devants et de nous faire constituer légalement les maîtres de l'enseignement public? quelle force nous aurions dans une pareille ins-

titution, après que nous en aurions obtenu la sanction pontificale ! ”

Mais ce titre d'université provinciale pouvait devenir un obstacle à l'obtention de la charte ; on était au temps où l'université catholique de Dublin essayait en vain d'obtenir une existence légale. On pouvait craindre l'échec d'un plan qui aurait pris de trop grandes proportions. D'un autre côté on craignait l'instabilité d'une charte accordée par un gouvernement provincial où les catholiques sont en minorité ; peut-être craignait-on, quoique bien à tort, de susciter des craintes dans les universités protestantes du Canada ; on se rappelait qu'en Belgique, pays catholique, les évêques avaient dû se désister de leur tentative de faire incorporer leur université de Louvain.

Pour éviter ces deux écueils, en mai 1852, l'archevêque écrivait à Lord Elgin, gouverneur général : “ Les directeurs du séminaire de Québec, comprenant toute l'importance de la mission qui leur est confiée, se proposent de demander à la reine une charte qui accorde à leur établissement les avantages et les privilèges d'une université ; mais ils ne voudraient faire cette démarche qu'autant qu'ils auraient la certitude qu'elle rencontrerait l'approbation de votre Excellence.”

Par cette démarche, l'archevêque repoussait tacitement le plan de l'évêque de Montréal, de former une université provinciale, et inaugurerait la politique qu'il devait plus tard conjointement suivre avec le séminaire. Peut-être serait-il charitable de supposer que sa grandeur, croyait prudent de faire faire les démarches au nom du Séminaire, lequel réclamerait l'honneur de faire face à tous les frais que nécessiterait la formation et le maintien en permanence d'un tel établissement. Dans l'individu, l'amour de l'argent prime souvent, hélas ! tous les autres sentiments, étouffe chez la plupart la générosité et la philanthropie ; dans les sociétés, et dans les sociétés religieuses surtout, l'ambition de caste et la gloire de l'ordre auquel on appartient l'emportent généralement sur toutes les autres passions. C'est ce que le grand séminaire éprouvait alors. Cependant, il serait injuste de ne pas admirer la générosité du grand séminaire dans cette circonstance, malgré ce qu'un monsieur, qui paraît au courant des détails de l'administration, me disait à cette occasion : " que le Séminaire était embarrassé dans le placement de ses fonds prodigieux, et que, pour s'en faire pardonner la possession, il avait consenti à en consacrer une mince partie à l'érection et à l'entretien d'une université."



Ce n'était pas tout d'obtenir une charte civile qui constituât le grand séminaire en université, il fallait songer à la sanction du souverain Pontife. Peut-être redoutait-elle de s'engager dans la lutte à armes égales, avec les facultés ses rivales, et craignait-elle de ne pouvoir attirer autour d'elle la jeunesse canadienne, par la supériorité de son enseignement. Elle crut sage de se fortifier d'une arme nouvelle et de s'entourer du prestige que pouvait lui conférer un décret de Rome. Peut-être aussi sentait-elle ce qu'il pouvait y avoir d'anormal dans une faculté catholique romaine de théologie tenant ses pouvoirs d'un gouvernement protestant.

III.

SES LUTTES.

En vue d'obtenir l'institution canonique de la nouvelle université, l'archevêque tenait à s'assurer le concours de l'évêque de Montréal dans ses démarches auprès du saint Siège. L'évêque Bourget le lui promit, et, ce qui est mieux, le lui accorda à la condition cependant, que l'archevêque lui rendrait le même service dans les démarches qu'il se proposait de faire pour fonder une université dans sa ville épiscopale.

Mais l'évêque Bourget n'avait pas deviné la pensée secrète de l'archevêque et se doutait encore moins de la politique de Rome. Il devait bientôt apprendre que quand Rome a parlé il faut obéir : "*Roma locuta est, causa finita.*" Quatre fois il reprit son projet de fonder une université à Montréal. En 1862, 1864, 1865 et 1872, il en appela au saint Siège, mais toujours en vain ; "*non licet,*" lui écrivait-on chaque fois. Rome avait décidé qu'il n'y aurait au Canada qu'une seule université catholique, un seul pro-

tecteur à Rome, un seul chancelier apostolique à Québec, un seul conseil, un seul recteur, une seule faculté de théologie, une seule faculté de droit, une seule faculté de médecine et une seule faculté des arts.

* *
*

Cependant, les refus en appel n'étaient pas propres à contenter tout le monde et à faire taire toutes les petites jalousies des autres maisons d'éducation catholiques. Les unes ne reconnaissaient pas, comme à Québec, la nécessité des études supérieures ; d'autres demandaient une affiliation, mais à des conditions inacceptables pour l'université ; d'autres enfin, et MM. les directeurs du collège de Ste Anne en particulier, traitaient Monsieur le recteur Casault d'autocrate, et réclamaient pour leur maison le droit de conférer des degrés.

En 1855, après plus de deux ans d'attente, l'université vit bien qu'il s'écoulerait un temps assez long avant d'arriver à une entente avec la majorité des collèges. Elle accorda provisoirement l'inscription sans examen, à tous ceux qui se présenteraient avec un certificat d'études faites avec succès, dans un collège classique. Mais quels sont les collèges classiques ? L'université, pour ne pas se créer de nouveaux enne-

mis, refusa de faire cette démarcation ; elle prit, sans en approfondir le mérite, la liste adoptée par M. le surintendant de l'instruction publique, en y ajoutant le collège de Montréal. Et ainsi les élèves des collèges de Montréal, Nicolet, St. Hyacinthe, Ste Thérèse, Ste Anne, Ste Marie de Montréal et de l'Assomption, purent être inscrits sur présentation d'un simple certificat de leur supérieur respectif. Cependant les élèves n'arrivaient pas, et en 1858, ils diminuaient même. Les difficultés menaçaient de se prolonger, quand Rome parla : " non expedire." Il n'est pas expédient qu'il y ait plus d'une université autorisée à conférer des degrés. Les têtes s'inclinèrent, les dos se courbèrent, chacun rongea son frein, quelques jours peut-être, et tout parut rentrer dans le silence et toutes les maisons d'éducation acceptèrent les décisions de "l'autocrate" de Rome, pour me servir de l'expression du supérieur de Ste Anne.

Ce qui est regrettable dans cette question ce n'est pas le résultat, mais les moyens — qu'il faille aller à Rome pour décider des questions d'éducation d'un intérêt purement local, — car nous croyons que la multiplication des facultés comme celle des universités est déplorable dans tous les pays au point de vue national et patriotique et de l'unité de l'enseignement, mais elle l'est encore davantage dans une province

comme la nôtre, où les sommités scientifiques et les spécialistes sont rares. De plus, le désir bien légitime des professeurs de se voir entourés d'une nombreuse jeunesse, tend à rendre plus facile l'admission aux études, l'obtention des diplômes et des licences à la pratique des professions libérales. La conséquence toute naturelle est que les professions sont encombrées d'hommes incompetents, à la recherche d'une position. C'est ainsi que l'on trouve dans les bureaux de l'administration, non-seulement une foule d'avocats incapables de suivre les péripéties d'une cause importante, mais encore des médecins auxquels le public a refusé sa confiance.

Est-ce étonnant, quand on compte dans la ville de Montréal quatre facultés de médecines et deux de droit, quand deux, tout au plus, pour question de langue uniquement, pourraient répondre au besoin du public.

Les pouvoirs conférés par sa charte royale, qu'elle méprisait du reste, et dont elle ne s'était servi que comme marchepied, ne répondaient plus à son ambition. Elle commença à jeter un regard jaloux sur les facultés de Montréal où elle conçut l'idée d'établir deux succursales. Il lui fallait la sanction du gouvernement provincial ; or le gouvernement, qui ne consulte pas toujours les intérêts généraux de la Province et ne sait

guère refuser ses faveurs à un corps qui commande à tant de votes, se hâta de lui octroyer le droit de lancer ses bombes dans les paisibles et scientifiques laboratoires de l'école de médecine et de chirurgie de Montréal.

IV.

DIFFICULTES EXTE- RIEURES.

Pendant que se réglaient (par les “ non expedire ” et les “ non licet ” de Rome) les difficultés entre les diverses maisons d'éducation canadiennes, un nuage montait à l'horizon.

En l'an 1840, l'université Mc Gill qui ne donnait son enseignement qu'en langue anglaise devenait par là même inaccessible à la grande majorité de la jeunesse bas-canadienne. Deux ans auparavant la Province avait été cruellement décimée par un épouvantable fléau : le choléra asiatique. Le manque de secours médicaux s'était fait sentir. De tous côtés on faisait appel aux disciples d'Hypocrate. Malgré les efforts héroïques qu'ils firent, des centaines de victimes moururent abandonnées même de leurs voisins épouvantés.

Pour prévenir le retour de telles calamités publiques, plusieurs médecins protestants anglais conçurent l'idée généreuse d'établir une

grande école de médecine, où les cours se donnaient dans les deux langues du pays.

Cette école, due à la philanthropie et au désintéressement de la minorité protestante, fut fondée en 1843, et incorporée civilement en 1846. Elle devait bientôt, comme les fondateurs l'avaient sans doute prévu, subir des transformations notables. Peu après sa fondation, des médecins catholiques romains réussirent, sans efforts, à prendre une place honorable dans le personnel enseignant, et dès 1848, l'école devint virtuellement catholique dans le sens restreint du mot, au point qu'elle se plaça sous la direction, la censure et la protection de l'évêque de Montréal.

De nombreux élèves vinrent se presser autour de ses chaires. Cependant, n'étant affiliée à aucune université, elle ne pouvait conférer aucun degré, et cette jeunesse, animée d'une ambition bien louable et légitime, préférait fréquenter les universités protestantes où elle obtenait les degrés académiques et le titre de médecin.

En 1862, pour obvier à cette difficulté, elle s'adressa à l'université Laval pour obtenir une affiliation, sans pouvoir réussir. C'est alors que s'engagèrent ces luttes terribles entre l'implacable autorité religieuse et l'indépendance bien légitime du citoyen qui a conscience de sa valeur, de son devoir et de sa liberté. Luttes qui

ne se sont pas ralenties jusqu'à aujourd'hui, et qui menacent de se prolonger encore longtemps.

Après les inutiles tentatives de l'évêque Bourget auprès du saint Siège pour obtenir une université à Montréal ; après les déceptions de l'école dans ses demandes d'affiliation, le danger pour elle devenait imminent. Rome maintenait ses "non licet," Laval persistait dans ses refus et tenait en échec l'évêque et l'école de médecine et de chirurgie. Réduite aux abois, celle-ci se tourna vers Cobourg et sollicita de l'université Victoria un abri sous ses portiques. Elle fut accueillie avec bienveillance, à des conditions qui sauvegardaient sa plus complète autonomie et la laissaient, quant à la religion et la morale, sous l'entière dépendance de l'évêque de Montréal. Du reste, cette largeur de vues n'est pas un cas isolé. Les chartes royales ne s'accordent aux universités qu'à la condition expresse qu'elles ne tiendront aucun compte des vues religieuses de leurs étudiants.

Cette démarche de l'école de médecine, en la sauvant d'un danger, lui en créa de nouveaux.

L'évêque Bourget, moins convaincu en pratique qu'en théorie de l'infailibilité papale, travaillait toujours auprès du saint Siège, sollicitant une révision des décrets "non expedire" et "non licet" et comptait réussir dans ses projets d'établissement universitaire à Montréal, don-

nant entre autres arguments, ce qu'il y a d'illogique et de dangereux pour le catholicisme de voir affiliées aux institutions protestantes les écoles où se forment les futurs médecins, qui seront appelés à exercer leur art au milieu des catholiques romains de la Province.

Chaque année, à Montréal, les suppliques devenaient plus pressantes et, à Québec, l'opposition plus opiniâtre.

Cependant, à Rome on était inquiet à la vue de l'intimité croissante entre l'Ecole et Victoria. Cet argument produisit l'effet attendu. Entre deux maux, Rome voulut choisir le moindre et, le 28 juillet 1874, elle permit l'établissement d'une université à Montréal.

D'un autre côté, l'archevêque, sûr de la sympathie et du concours du cardinal Simeoni, ne se tenait pas pour battu, et pour un argument que l'on envoyait de Montréal à Rome, l'archevêque en envoyait deux, dont le plus lourd n'était pas celui qu'on pense. Rome, profondément émue à la vue des touchantes et pieuses offrandes québécoises, (rien n'émeut à Rome comme une longue bourse) répondit par un décret du 1er février 1876 dans lequel il est ordonné qu'il soit écrit à l'archevêque de Québec : "qu'on a reconnu l'impossibilité de fonder une université à Montréal... L'importance de pourvoir à l'éducation supérieure de jeunes gens de Montréal,

d'empêcher que les écoles de droit et de médecine ne continuent d'être affiliées aux établissements protestants, et beaucoup plus encore, que les jeunes gens ne fréquentent de tels établissements; que du reste il est impossible à Laval d'accorder l'affiliation aux dites écoles; qu'il ne se présente pas d'autres expédients que celui d'établir à Montréal une succursale de Laval.— Enfin de ne pas avoir recours à la presse.”— (un baillon.) —

Dès que le décret parvint à la connaissance du public, grand fut à Montréal l'émoi parmi les amis de l'éducation supérieure; l'école, calomniée devant l'opinion publique, ne fit aucune réclamation dans la presse, se conformant en cela au décret, et porta sa cause devant le tribunal suprême de Rome, en appelant du pape mal informé au pape mieux informé. Elle était dans l'attente d'une révision, quand Laval, appuyée de l'épiscopat et peu rassurée sur la parfaite légitimité des “considérants” qui lui avaient obtenu le décret, se transporta auprès des gouverneurs impériaux, sollicitant une extension des pouvoirs conférés par sa charte. Déçue dans ses espérances, elle s'adressa à la législature locale au moment où il lui arriva du cardinal Siméoni, toujours sensible à la simonie, un message conseillant à l'archevêque de Québec de prendre les mesures nécessaires au maintien de

la succursale Laval à Montréal.

L'école comprit, mais un peu tard, le cas que l'on fait à Rome de ceux qui y font appel au nom du droit et de la justice *seulement*.

UN SECOURS INATTENDU.

Heureusement pour elle, un prélat à l'apparence ascétique, à la taille imposante, au regard fin et insinuant avait épousé sa cause. M. Laffèche, évêque de Trois-Rivières, arrivait à Rome, le 5 février 1877, avec un mémoire prodigieux et des arguments puissamment lourds. La position était vraiment embarrassante. On venait lui demander non-seulement de reviser, mais d'annuler un décret, et d'en promulguer un autre tout opposé. Rome ne pouvant arriver à la vérité d'après les mémoires présentés par les belligérants, et ne voulant sacrifier aucun parti à l'autre, prit une voie moyenne et commissionna son délégué, le cardinal Conroy, de se rendre au Canada, de démêler l'écheveau si savamment compliqué, de résoudre la question enfin. Le délégué apostolique, renseigné sur la portée du décret de 1876, proposa une affiliation de la faculté de théologie, de la faculté de droit sous le contrôle des Jésuites et de l'Ecole de Médecine et de Chirurgie. Les conditions faites à cette dernière admettaient tous les professeurs, lui conservaient

le nom et certains privilèges que lui confère son acte d'incorporation ; mais, malgré bien des intrigues de la part de Laval, l'école, désireuse d'arriver à une solution, crut devoir céder à des conditions qui lui arracheraient tout, excepté son existence civile et son autonomie, et le 15 décembre 1877, elle devint faculté de Médecine de Laval. Et en janvier 1878, le nouvel état de choses fut inauguré en présence du cardinal-légat. Mais à peine était-il sorti du territoire que l'université ne tint aucun des termes d'affiliation et amena la grande déchirure à travers laquelle le public put apercevoir les ruses, les fausses représentations des faits et la ferme détermination de supprimer toute rivale et d'établir définitivement à Montréal ses succursales.

L'Ecole de Médecine ne pouvait rester neutre en face d'un dénouement qui menaçait son existence future. Elle sollicita l'opinion des meilleures autorités légales du pays et de la Grande-Bretagne.

Fortifiée dans ses convictions par l'avis de plusieurs savants jurisconsultes, elle somma légalement, le 4 octobre 1880, l'Université d'abolir sa succursale. L'Université récusait la compétence de la cour en plaidant exception déclinatoire, et, depuis plus de deux ans, les belligérants en sont encore à se regarder et à se demander s'ils vont s'embrasser ou se mordre.

Certes nous sommes loin de vouloir contester à Québec la gloire de ville universitaire : nous dirons même que sa position pittoresque, son passé, et nous ajouterons bien volontiers les sacrifices que s'est imposé le séminaire, sont autant de titres à l'honneur qu'elle réclame. Mais ici devrait, nous semble-t-il, s'arrêter son ambition et ses prétentions ; un peu de générosité, un peu de reconnaissance pour une institution qui, depuis quarante ans, a rendu d'immenses services à la Province, auraient dû lui inspirer une ligne de conduite différente de celle suivie depuis vingt ans, et lui faire agréer favorablement les demandes d'affiliation si souvent réitérées, et à des termes qui ne blessassent pas la dignité d'une institution éminemment nationale et patriotique. Hélas ! la conscience et l'individualité comptent pour peu devant le despotisme clérical.

Une telle conduite aurait entouré l'Université d'une auréole de gloire qui lui aurait mérité la bienveillance de nos populations et poussé sur ses bancs une foule d'étudiants que les dernières luttes dirigent ailleurs.

Entre ces deux voies qui s'offraient, elle a suivi les impulsions de l'orgueil et de l'ambition, elle a choisi la lutte.

VI.

QU'EN ADVIENDRA-T-IL ?

L'Ecole allait porter sa cause devant un tribunal supérieur, lorsqu'on renouvela le décret de 1876 qui exige une rupture complète entre l'Ecole et l'université protestante Victoria, décret que les évêques de la province avaient été chargés d'exécuter.

L'évêque de Montréal, sans attendre la coopération de ses collègues, écrivit au Dr. d'Orsonnens, président de l'Ecole de Médecine, en date du 30 mars 1883: "L'heure est venue, lui disait-il, pour l'école, dont vous êtes le président, d'entrer dans la voie de l'obéissance au saint Siège, son affiliation avec l'université protestante Victoria la met sur un pied de désobéissance formelle à l'autorité ecclésiastique. Le devoir de celle-ci est tout tracé :

1o "L'autorité ecclésiastique devra avertir d'abord la jeunesse qui fréquente votre école, que c'est son devoir de la quitter, et s'il y a hésitation ou résistance, la même autorité devra se servir des armes qu'elle a à sa disposition pour parvenir à son but.

2o " Vous concevez aussi que l'autorité ecclésiastique ne pourra tolérer l'école dans les maisons religieuses, où, plus que partout, les volontés du saint Siège doivent avoir leur pleine mise en pratique, en dépit de tous les obstacles et des sacrifices que cette soumission dût coûter."

La semaine suivante le même évêque écrivait encore au président :

"...jusqu'à ce jour votre conduite extérieure (de rebus internis non judicat ecclesia) n'a pas eu ce cachet d'obéissance complète que l'on pouvait attendre."

On comprend facilement l'impression que produisirent ces deux lettres. Répudiant l'autorité individuelle de l'évêque de Montréal, l'Ecole en appela aux évêques réunis à Québec, le 22 mai suivant, et députa auprès des princes de l'Eglise catholique du Canada les Drs. d'Orsonnens et Desjardins. Ces Messieurs réclamèrent et placèrent devant le conseil des évêques les opinions légales de nos meilleurs jurisconsultes, MM. Geoffrion, Pagneulo et McLaren, et firent remarquer leur unanimité à déclarer, " qu'en vertu des arrangements antérieurs, conclus entre l'hôpital et l'Ecole de Médecine, l'accès aux salles de leur hôpital leur était garantie."

Les évêques écoutaient..... attendaient toujours et le 25 juin l'archevêque, pour toute

réponse, rappela à l'Ecole en son nom et au nom de ses collègues, " que le décret de 1876 et de 1881, renouvelé en 1883, exigeait d'elle une rupture complète avec l'université Victoria....., que l'Ecole était jugée et déclarée rebelle... et fit remarquer qu'il s'en suivait que les dames de l'hôpital sont libres de toute obligation envers la dite école... qu'elles devaient rompre avec elle et ne recevoir dans les salles ni professeurs, ni élèves pour y donner leur clinique; qu'aucun catholique ne peut, en conscience, en faire partie, ni en fréquenter les cours; que les élèves et les professeurs ne peuvent être admis aux sacrements; qu'enfin l'ordonnance de l'évêque de Montréal était maintenue et l'appel de l'Ecole aux évêques renvoyé."

A peine chacun était-il revenu de son étonnement et de sa colère que le Dr. D'Orsonnens recevait du cardinal Simeoni, en date du 18 juin, ce qui suit : "... c'est la volonté de Sa Sainteté que notre Ecole de Médecine et de Chirurgie soit soumise au décret de 1876."

On baissa la tête un moment pour la relever plus tard, mais..... timidement.

L'Ecole, convaincue de la justice de sa cause et de la justice de la cour de Rome (que ne peuvent les illusions ?), envoya deux députés à Rome qui, après une courte entrevue, transmirent par le cable l'ordre pontifical de tout suspendre pour

le moment, de laisser à l'Ecole la liberté de recommencer les cours et annonça l'arrivée prochaine d'un commissaire de la cour papale. Chacun se rappelle ce jour où arriva cette nouvelle qui n'était qu'un sursis et ne faisait que prolonger l'angoisse. Cependant tous les amis de l'Ecole y virent le précurseur d'une bonne nouvelle. Le sourire sur les lèvres, on se serrait cordialement la main dans la rue, on se félicitait comme le patient au moindre symptôme se rattache à l'espérance. Depuis le grand commissaire est arrivé. Déjà l'élite québécoise, le clergé l'ont prévenu, entouré, choyé, flatté. En décembre dernier, les cloches des tours de Notre-Dame annonçaient joyeusement son arrivée dans notre métropole commerciale, et la foule de se traîner à genoux dans la poussière pour recevoir chacun sa part de la bénédiction papale dont son Eminence se dit le porteur.

Sa mission est une mission de paix, de rapprochement et de réconciliation. Dès qu'il a mis le pied sur nos rivages, il l'a déclaré à ceux qui sont allés lui souhaiter la bienvenue. Dans quelle mesure réussira-t-il ? On peut quelquefois calmer le bruit. Le silence n'est pas toujours le contentement, le cœur peut être triste, même en riant. — Qu'en adviendra-t-il ?

VII.

A QUOI PEUT-ON S'AT- TENDRE ?

Il est bien permis de se demander ce que sera l'issue de ce conflit. Pour le deviner, il faut se bien rendre compte du personnel qui compose les deux partis belligérants.

D'un côté, les professeurs de l'Ecole de Médecine et de Chirurgie, tous à la hauteur de leur position, les six à sept cents médecins sortis de son sein et leurs nombreux amis ; mais tous élevés à l'ombre du clocher de leur paroisse, habitués à voir dans l'habitant du presbytère un pouvoir occulte et irrésistible devant lequel, étant enfants, ils ont baissé la tête et devant lequel hommes, ils n'osent pas la relever, s'affirmer.

De l'autre, une institution séculaire, approuvée, étayée de l'épiscopat canadien et surtout de l'autorité papale, qui répond à toutes les réclamations, à toutes les velléités d'indépendance, par l'irrésistible et irrévocable "non possumus," "nous ne pouvons," contre lequel vient se briser

· tout ce qu'il y a dans l'Eglise de Rome de noble, d'indépendant et de libre.

Nous voudrions prédire à cette élite de notre société canadienne, et aux amis de l'Ecole en particulier, une victoire dans le conflit actuel, progrès et prospérité de leur école si digne, à tous égards, de la sympathie du public canadien. Mais hélas ! la lutte n'est pas égale. Elle a affaire avec un pouvoir qui réclame l'obéissance en vertu du dogme de l'infailibilité. Et maintenant que ce pouvoir lui interdit l'accès aux hôpitaux, à quoi sera réduite l'école pour initier ses élèves à la pratique de la médecine ? On sait combien une telle interdiction la dépopulariserait dans la pensée de la jeunesse, et ferait désert ses bancs pour remplir ceux de la succursale Laval.

Or, il est probable, si la lutte se continue longtemps, que ces institutions, toutes sous le contrôle du clergé, lui seront interdites ; déjà quelques-unes ont ouvert leurs portes aux deux facultés, un pas de plus et elle en est exclue. Et dès lors on verra cette institution, après de si nobles sacrifices et de si grands services rendus au pays, dans l'obligation de dire un éternel et touchant adieu à cette jeunesse qui durant tant d'années l'a entourée de sa confiance et de son affection.

Il y a tant de manières de faire périr. On

peut mourir par l'épée et on peut mourir de piqures d'épingles, des décrets de Rome et des conseils du confessionnal ; on peut fermer une école en clouant ses portes et en vidant ses bancs. Pour éviter le scandale Rome va probablement choisir ce dernier moyen.

Voilà le sort de toutes les institutions catholiques romaines en Amérique qui ont eu le malheur de ne pas avoir leurs lettres patentes de Rome.

Eh bien donc, quand Laval aura supprimé toute rivale ; qu'elle aura solennellement établi ses succursales et réuni au son des cloches notre jeunesse intelligente et fière ; quand elle aura écrasé toutes les têtes hautes sous le sabot de son fier coursier ; meurtri toutes les consciences ; quand, du haut de son rocher escarpé, comme l'aigle sur une haute cîme, elle jettera sur la plaine un regard altier et provocateur, sera-t-elle heureuse ? Eh bien, non ! Le triomphe n'est doux qu'autant qu'il est juste et ne coûte la vie à personne. Croirait-on peut-être que l'on peut impunément fouler les consciences et aliéner les libertés humaines ? On peut les comprimer, en arrêter le cours, comme on arrête le cours des eaux, mais seulement pour un temps. Elles s'accumulent derrière la digue qu'on leur a opposée jusqu'à ce qu'elles débordent et reprennent leur cours avec une impétuo-

sité telle qu'elles font mouvoir de puissants mécanismes, moteurs de notre industrie et de notre prospérité. La liberté a aussi ses digues, son mécanisme et sa mission à remplir. Laval l'apprendra, et nous aimons à croire qu'ayant alors fait quelques pas dans la connaissance du cœur humain, sinon de la vérité, elle applaudira à ces aspirations de liberté bouillonnant au fond du cœur.

R. P. DUCLOS.

AFFAIRE

DE

L'UNIVERSITÉ LAVAL.

Un des rédacteurs de l'*Aurore* a fait l'historique de l'université Laval, puis a touché en terminant à la question qui l'agite depuis plusieurs années à propos de l'établissement d'une succursale à Montréal. Nous voudrions pouvoir nous associer aux prévisions et aux espérances qu'il exprime tout à la fin de son travail; nous en sommes, hélas ! bien loin.

S'il s'agissait bien d'une revendication de droits et de liberté de la part du peuple vis-à-vis des autorités ecclésiastiques, nous y verrions un signe et une promesse d'avenir, mais il n'en est rien, ou du moins il n'en est que juste assez pour faire croire aux écrivains laïques qui ont pris part à cette discussion qu'ils y défendaient leurs intérêts. L'intérêt et la liberté religieuse du peuple canadien ne sont qu'un prétexte dans toute cette affaire. C'est une querelle essentiellement ecclésiastique; c'est une lutte pour la

suprématie entre les disciples du pape noir et ceux du pape blanc. A Rome le pape noir a réussi à faire diviniser le pape blanc, mais quand on a la puissance de faire élire un Dieu, on a aussi la puissance de le détrôner, et, à l'occasion, de se mettre à sa place. Les maires du Palais sont devenus rois de France.

Ici, au Canada, les agents du pape blanc sont depuis longtemps les maîtres de céans, Seigneurs et maîtres des consciences qu'ils confessent, et des esprits qu'ils façonnent dans leurs collèges, dans leurs couvents et dans leurs écoles de Frères. Les agents du pape noir sont venus de bonne heure chez nous, mais s'étant quelque peu démonétisés par leur âpreté à se mêler dans les affaires du gouvernement de la Province, pendant longtemps ils ont été tenus à l'écart, mais on sait qu'ils sont persévérants, et, la mariolatrie aidant, ils sont revenus prendre pied surtout dans notre belle ville, bien décidés cette fois d'y rester et d'y dominer si possible.

Une belle occasion s'est présentée. L'Université Laval de Québec veut établir une succursale à Montréal, où les Sulpiciens ont déjà un immense collège.

Mais dans ce cas, que deviendra le collège Ste Marie, à savoir celui des Jésuites ? Non, disent les Jésuites, — pardon, *font dire* les disciples de Loyola par quelqu'un d'autre, — Montréal est

une grande ville, bien plus importante que Québec sous tous les rapports, ce serait une honte pour elle d'avoir son enseignement universitaire sous l'aile étendue de ce maigre aiglon de là-bas. Ayons notre université à nous, conférons des degrés de notre *motu proprio*. Nous avons tout ce qu'il faut pour cela, les élèves et les professeurs ne manqueront pas, nous les avons sous la main. Voilà le fond de la question.

Cette question a bien agité les esprits à la surface, mais elle n'a rien de profond pour le peuple, c'est une querelle ecclésiastique, querelle dans toute la force du terme, acerbe, envenimée, longue, remplie d'expressions grossières et d'insinuations malveillantes. Bien que quelques laïques y aient pris part, on y trouve toujours et partout le style du prêtre, parfois en colère, comme un écho du confessionnal. Ce style est bien reconnaissable, soit qu'il sorte de la sacristie, du palais épiscopal ou de la chancellerie romaine.

Si cette question eût été abordée par le peuple lui-même et dans ses intérêts propres, notre pays en eût été remué de fond en comble, et l'on aurait pu s'attendre à voir un jour ou l'autre crouler l'édifice de l'autorité ecclésiastique. Mais c'est du faite qu'elle est descendue, très peu et encore dans un seul compartiment où l'on dissèque plus de corps morts que de principes vitaux.

Pour notre part, nous ne nous occuperons que des principes dans cette discussion, regrettant que notre œil ne soit pas plus pénétrant, et notre main plus sûre pour faire entrer le scalpel jusqu'à la division de l'âme et de l'esprit, des jointures et des moëlles, comme dit l'épître aux Hébreux.

Il a paru dans le temps une certaine brochure qui peut être considérée comme la pièce capitale dans ce débat, et que nous prendrons comme texte de la discussion du sujet. En tout autre pays un pareil écrit eût fait une déchirure à jamais irréparable dans la tunique si vantée de l'unité romaine. Ici cette tunique est une camisole de force, parce que ceux qui en sont revêtus sont si faibles, si peu virils ! Quant à nous, protestants, qui regardons le monde religieux en dehors de cette unité factice, extérieurement, et toute de prétention, nous savons bien à quoi nous en tenir sur la valeur réelle ; elle est d'une grande puissance entre les mains de ceux qui se l'arrogent, et un refuge pour ceux dont on a affaibli le sentiment moral et religieux.

La brochure dont nous parlons porte la signature du Dr. Eléazare Paquin. Ce Monsieur peut sans doute avoir étudié les matières ecclésiastiques et le droit canon ; tout de même il nous faudrait bien des preuves en main pour nous convaincre que ce n'est pas un prêtre qui

l'a écrite. A l'inverse du sceptique Thomas, apôtre, quand on nous montrerait l'homme en chair et en os, nous croirions encore que c'est un esprit ; cet esprit qui prend toutes les formes, tous les tons, défend le pour et le contre, à seule fin d'arriver à dominer. L'évêque de Montréal, en en défendant la lecture aux fidèles de son diocèse, en parle de manière à faire croire que c'est un opusculé absolument insignifiant. Alors pourquoi se donner la peine de l'interdire ? Au point de vue du talent, de la force du raisonnement et de la valeur littéraire, nous sommes bien de son avis ; mais comme manifestation d'opinion, et d'un certain esprit qui s'agite dans le diocèse et dans le pays, c'est bien autre chose ; et c'est sans doute pour cela que le dignitaire de l'Eglise en parle avec mépris. Les questions auxquelles cet écrit touche ne sont rien moins qu'insignifiantes. Ah ! c'est qu'il est plus facile de faire des défenses *ex cathedra* que de donner de bonnes et solides raisons contre un petit écrit mal fait, mais qui touche à des questions très délicates. L'évêque Fabre sait sans doute à qui il s'adresse, même lorsqu'il défend à ses ouailles de fréquenter les protestants, et surtout leurs services religieux.

Nous qui ne pouvons pas défendre de lire, et qui ne le ferions pas quand nous le pourrions, nous montrerons dans la suite de ce travail où

gît la faiblesse et le vice radical de cette brochure aux idées incohérentes, illogiques, et ça et là contradictoires.

Nous y trouverons le décousu, l'esprit qui cherche à faire des distinctions où il n'y a point de différence, la hardiesse avec les formes usuelles de la modestie de commande, l'effronterie même avec grandes professions de soumission pieuse. Enfin, la révélation de ce singulier état d'âme d'une société religieuse où la conscience et la volonté personnelle sont affaiblies, où il n'y a plus qu'un reste de velléité et de virilité qui lutte encore emprisonné dans le système d'autorité qui l'étreint et qui l'énervé. Il n'est, du reste, pas étonnant qu'il n'y ait plus guère de virilité religieuse chez nous, puisque dans la classe instruite les convictions et les pratiques religieuses ont dû se réfugier presque exclusivement chez le sexe féminin.

L'archevêque de Québec se borne à défendre la lecture de ce petit écrit. Pour ceux de son archidiocèse qui ne savent pas lire — et ils sont nombreux — il leur sera facile d'obéir, ceux qui savent lire le catéchisme et les prières de la messe ne se fatigueront pas le cerveau en débâillant à leur supérieur. Mais les hommes éclairés qui ont déjà lu bien des livres défendus, sans en demander la permission à personne, qui se sont nourris de Voltaire, de François Dupuis,

de Laurent, de Larroque, de Renan, et bien d'autres encore,* sans parler de quelques mauvais romans, et de quelques odieux livres protestants ; vont-ils, eux aussi, obéir ? Oh ! pas le moins du monde. Mais cela ne tire pas à conséquence ; ce à quoi le chef ecclésiastique vise surtout, c'est à *l'entourage* de l'homme qui lit en secret ce que bon lui semble. Quant au rationaliste et à l'incrédule, il ne s'en préoccupe guère, il sait bien qu'un jour il lui donnera au moins l'extrême-onction, s'il ne le confesse pas. Il n'en faut pas plus que cela pour sauver le pire mécréant, d'après le catéchisme romain. D'après l'Evangile c'est un peu différent.

Il nous semble, à nous protestants, qu'il eût été plus digne d'un archevêque de réfuter ce petit écrit et de montrer en quoi il est mauvais et dangereux, surtout à cause de ce fait considérable, qu'il a l'approbation d'au moins deux évêques dans la province de Québec, dont l'un est un saint, la brochure ne cesse de le répéter, et l'autre un savant, un savant ultramontain de premier ordre, un champion sans pareil de l'infailibilité papale, par conséquent un orthodoxe à tous crins. De plus, l'auteur affirme plusieurs fois que plus de la moitié des catholiques romains de la Province sont de son avis, et que ce sont là les vrais fidèles, les orthodoxes. A quoi bon alors prendre cette vieille voie du Moyen-

âge pour empêcher les gens de lire l'autre côté d'une question débattue ! C'était bon quand on pouvait les envoyer en enfer, ou qu'on pouvait faire croire qu'on le pouvait.

Mais aujourd'hui défendre de lire, et cela de la part de ceux qui se font les champions de l'extension de l'instruction universitaire ! qui s'efforcent d'étendre une aile de l'université Laval sur Montréal pour en couvrir cette ville essentiellement boutiquière et commerçante de son influence littéraire et scientifique ! Nous attendions mieux que cela du vieil évêché de Québec avec ses traditions de jansénisme et de libéralisme. Evidemment on n'y lit plus guère Saint Paul, qui écrivait pour ceux qui lisent : "Omnia autem probate : quod bonum es tenete" (Epist. B. ad Thess. V. 21). Et le grand Pascal, est le Père Quesnel, où sont-ils ?

Mais que les virements de ce monde sont étonnants ! C'est peut-être un jésuite qui écrit ces paroles, en tout cas celui qui les écrit a l'appui de la fameuse société en faveur du libre examen. Il en appelle sans cesse à la conscience, et à la science humaine. Les rôles sont renversés. Lisez plutôt, lisez malgré la défense de quelques évêques et même de l'archevêque, lisez car d'autres évêques vous approuveront. Lisez cela en vaut la peine :

" Nous catholiques romains de cette Province,

nous sommes aujourd'hui indignement persécutés. On gêne la liberté de notre esprit dans la foi catholique, et on prive les sciences rationnelles de prendre leur essor vers les hautes régions de la pensée. (Page 5.)

“ La raison humaine qui a le droit de s'exercer librement dans les limites de sa sphère, et qui, par conséquent, ne doit pas être privée de tout ce qui peut contribuer le plus à pousser loin ses investigations, etc.”

Et deux pages plus loin la même plume écrit : “ Depuis un demi siècle surtout l'Eglise, par la bouche infallible des souverains Pontifes, ne cesse de nous signaler les dangers de la grande erreur moderne, le libéralisme qui est une lèpre, etc.” (Page 10).

Mais la libre-pensée, c'est ce que vous venez de demander à grands cris pour vous. Vous avez raison de dire à la page 8 que : “ la perturbation des idées est déplorable.” Vous en donnez maintes preuves, et les évêques auraient mieux fait de montrer qu'au point de vue catholique romain vous déraisonnez, que d'empêcher qu'on vous lise. En veut-on une preuve ? Qu'on ait la patience de lire une partie de la page 19, où l'auteur parle de Galilée que l'on a excommunié (ce n'était pas grand chose cela), mais que l'on a mis au cachot et que l'on a torturé. “ Tout cela, écrit-il, était le fait de théologiens, prêtres,

évêques et cardinaux.” Pourtant Galilée avait raison. “ Mais l'autorité infaillible (le pape sans doute—c'était Urbain VIII) sachant toujours respecter la frontière du domaine propre de la raison humaine, n'a jamais repoussé les données scientifiques de Galilée.” Ceci est parfaitement faux. Il est constant que pendant tout le cours de cette affaire le pape fut très opposé aux idées de Galilée. Les dépêches de Nicolini, ambassadeur de Toscane à Rome, en font foi.

“ Quant à sa sainteté (dépêche du 5 septembre 1632) elle ne peut pas être plus mal disposée contre notre pauvre Mons. Galilée, elle est entrée dans une très grande colère, et m'a répondu avec violence que la doctrine du mouvement de la terre était perverse au plus haut degré.” Galilée écrit lui-même : “ Je fus remis à la clémence de l'Inquisition et du souverain Pontife.” Donc il n'est pas vrai que l'autorité infaillible sut respecter alors la frontière du domaine propre de la science. Donc il est faux qu'elle pensait autrement et mieux que l'Inquisition, l'instrument de son ignorante cruauté. Ah ! c'est que le ciel que découvrait Galilée était beaucoup trop grand pour le petit dieu du Vatican. Celui-ci avait peur de sentir tourner la terre où se trouvait tout son royaume ; il n'avait jamais bien lu ces grandes paroles de Jésus-Christ : “ Mon royaume

n'est pas de ce monde. Il y a plusieurs demeures dans la maison de mon Père."

Ce n'est que sous Benoît XIV, quinze ans après la mort de Galilée, que l'on commença à permettre l'impression d'ouvrages où l'on traitait du mouvement de la Terre. Et ce ne fut que deux cents ans environ après la condamnation de Galilée que la Congrégation du Saint-Office décida qu'on pouvait croire sans être damné ce que Galilée avait découvert. "Ce n'est qu'en 1822 (écrit M. L. A. Dessaulles, dans une brochure aussi remarquable qu'irréfutable) que l'Inquisition a formellement autorisé la croyance au monde tel que Dieu l'a fait."

Si l'on nous fait l'honneur de nous critiquer, nos adversaires quand même ne se refuseront pas le plaisir, à leur sens victorieux, de nous citer Calvin donnant son consentement à la mort de Servet. Nous ne sommes point solidaires des erreurs et des actes de Calvin. Il a fait en petit ce que les papes, chefs religieux des catholiques romains, ont fait en grand avant lui, et longtemps encore après, alors qu'ils devaient avoir plus de lumière, et par suite, plus de tolérance. Il a eu tort, mais l'Eglise papale, par l'organe de ses chefs, répudie-t-elle la Saint-Barthélémi, l'Inquisition et les dragonnades ? Pas que nous sachions. Elle reste solidaire de ces infernales cruautés.

Cette brochure est aussi illogique quand elle fait appel à la conscience. Il n'y a qu'une conscience pour le catholique romain, c'est celle du pape. C'est donc déraisonner pour lui que d'écrire : " L'humanité recèle dans ses profondeurs une grande voix, qui au moins formellement (nous aurions dit : qui sinon formellement, du moins réellement) fait toujours entendre le langage de la vérité, de la justice, de l'ordre. Quelle est cette voix qui nous éloigne du mal et nous attire au bien ? "

Comme on le voit, la psychologie de notre auteur n'est pas forte, la conscience n'attire ni ne repousse, elle montre seulement le bien et le mal. Et là-dessus, il cite le père Gratry. (page 15). Eh bien, votre père Gratry, qui a écrit quelques pages seulement tolérables dans son livre sur la " Connaissance de Dieu " et tant de galimatias dans sa " Philosophie religieuse catholique ", la conscience n'était pas son fort. Car voici ce qu'elle lui a laissé faire. Après s'être opposé, pièces en main, au Concile du Vatican, qui voulait faire d'un homme un Dieu ; sous la pression de l'unité factice de l'opinion ultramontaine, sa conscience du vrai a fléchi, parce que c'était une conscience élevée à la catholique ; il a dit qu'il *effaçait* ce qu'il avait écrit, et ce qu'il avait écrit c'était des faits historiques. Les meneurs du concile qui n'avaient, eux, qu'une

science et une conscience, celle de faire réussir leur dogme, le firent renier ce qu'il avait écrit, et parce qu'il lui restait, avec beaucoup de honte, peut-être un peu de conscience personnelle, il est allé en mourir de remords sur les bords du Léman.

Bien qu'on y soit de longtemps habitué, on reste ébahi quand même lorsqu'on lit chez les auteurs du Syllabus la revendication des droits du libre arbitre, des sciences rationnelles et de la conscience. Vous avez beau vous dire que c'est contradictoire, inepte, cette manière de dire — quand on est dans une fausse position morale et intellectuelle, on raisonne comme cela.

Il n'est pas probable que ce soit un M. D. quelconque qui soit allé dénicher l'histoire assez obscène de la lutte de Photius et de l'évêque Ignace de Constantinople, au commencement du IX^{ième} siècle, pour donner une leçon aux évêques du Canada au XIX^{ième} siècle. Le rapprochement est assez piquant. Vous le voyez tout de suite ; Ignace, c'est *saint* Ignace, mais Photius, c'est Photius tout court. Homme savant, puissant par exemple, aux mœurs irréprochables, peut-être aussi aux récits irréfutables, mais un hérétique quand même, la créature du tout puissant Barras, oncle de l'Empereur. L'un et l'autre en appellent à Rome, au pape Nicholas, dont on trompe les délégués que l'on cor-

rompt par des présents. On trompe le pape lui-même. Cette petite histoire ressuscitée du Bas-Empire, n'est pas du tout flatteuse pour l'archevêque de Québec.

Mais de quoi est-il donc question au fond dans cette grande querelle ? Est-ce bien des intérêts religieux du peuple, de son instruction, de son bien enfin pour ce monde et pour l'autre ? C'est une question qui mérite d'être bien pesée, bien examinée par les Canadiens-français catholiques romains. Pour nous il est évident qu'il n'est ici question que d'autorité ecclésiastique, et que les vrais, les suprêmes intérêts du peuple sont le moindre soucis de ceux qui sont si âpres au conflit.

De part et d'autre on vient d'en appeler à l'autorité de Rome, c'est-à-dire à l'idole du Vatican, cette idole du Moyen-âge qui était si grande, et si puissante alors, un véritable Juggernaut, en pleine chrétienté, que les hommes traînaient, comme de vils esclaves de leurs superstitions, et sous le char duquel ils se laissaient broyer ; voire même des rois et des empereurs. C'étaient eux qui avaient fait l'idole ; par superstition, par ignorance, par des intérêts de toute sorte ils l'avaient fait grandir. L'ambition ecclésiastique s'en servit admirablement, la faisant parler toujours plus fort dans l'intérêt de sa puissance sur les princes politiques. On savait bien en

Italie que c'étaient de vrais hommes remplis de passions comme les autres qui parlaient parce simulacre ; et en secret on maudissait souvent cette voix divine — on le fait encore ça et là.

A la suite des siècles, les royaumes et les empires faisaient la sourde oreille ; au XVI^{ème} siècle la moitié de la chrétienté lui a contesté sa puissance spirituelle et s'est séparée d'elle pour pouvoir vivre d'une vie plus libre, plus large, plus forte, et plus réellement chrétienne. Tout récemment, dépouillée par l'épée du royaume temporel que l'épée lui avait donnée, ne pouvant plus prétendre à faire entendre sa voix autrefois si grande dans le conseil des nations, comme son ambition ne l'a pas abandonnée, elle a voulu aspirer à une domination plus haute, moins matérielle. Admirablement servie par des hommes qui avaient intérêt à la faire parler en leur faveur, à force de manigances, de combinaisons, d'intrigues, d'intimidation, d'audace ; au nom de ce besoin d'autorité religieuse absolue, sans appel, dont la partie ignorante et enfantine de l'humanité sent toujours le besoin, les chefs réussirent dans leur projet. Sachant bien, eux, que la force des uns n'est d'ordinaire que la faiblesse et la lâcheté des autres, ils ont fait décréter que l'évêque de Rome, l'idole du Vatican est une autorité infaillible, un dieu sur la terre.

Eh bien ! survient dans la Province si catholique de Québec, un conflit, puis une querelle ecclésiastique au sujet d'une succursale de l'université Laval à établir à Montréal.

Les ecclésiastiques les plus ultramontains, (ils le sont tous maintenant plus ou moins, car si le jésuitisme, comme l'a dit un grand écrivain, est le catholicisme concentré, le catholicisme est le jésuitisme dilué) s'y opposent ; ils veulent une université indépendante à Montréal dont le collège des Jésuites serait, selon toute apparence, le centre. La querelle s'envenime, il y a des évêques dans les causes opposées. On ne peut absolument pas s'entendre. Il n'y a plus qu'un appel à Rome qui puisse mettre fin à cette dispute acrimonieuse. On fait donc cet appel. De part et d'autre on envoie des avocats pour exposer l'affaire, et même pour plaider la cause — car le dieu du Vatican a besoin d'avocats, on le croit du moins, pour lui mettre la chose au clair, — s'il est infallible, il ne sait pas tout, le dieu du Vatican. Or, comment on peut être infallible sans tout connaître, voilà ce que nous ne nous chargeons pas d'expliquer en langage intelligible. Nous laissons cette besogne-là aux savantissimes de la chancellerie papale. Si c'était du temps où la simonie n'était considérée que comme une faute tout à fait vénielle à Rome, on pourrait malicieusement insinuer que l'oracle

s'est prononcé pour le côté de la grosse bourse. Quand on en appelle à un pape devenu dieu, ce n'est plus admissible, ni même possible. Ce qui y est bien possible, par exemple, c'est qu'on y soit trompé, qu'on y mente, qu'on y calomnie effrontément. Nous allons voir cela tout à l'heure.

En attendant, le jugement est enfin arrivé, il est en faveur de Laval, il est contre le parti le plus ultramontain. Ah ! si dans ce parti il n'y avait que des laïques, des jésuites à courte robe, passe encore, mais il y a des jésuites à longue robe, avec leur bataclan païen, bien ostensible, de croix de cuivre, de médailles et de rosaires à leurs ceintures. Il y a au moins deux évêques, dont l'un est aussi saint que Pie IX, et l'autre aussi savant théologien que n'importe qui, un Bellarmin, par exemple. Et puis tous ces ecclésiastiques ne sont que les représentants d'un grand parti, que l'auteur — comme de nombreux précédents articles de journaux — affirme être la majorité catholique, vraiment catholique, orthodoxe du pays. Eh bien ! ce parti trouve à redire au jugement de Rome, et ne l'accepte pas. Le parti jésuite récusé en définitive l'autorité infaillible à laquelle il a fait appel — l'autorité qu'il a lui-même si hautement proclamée infaillible.

La brochure et le parti ultramontain feignent

d'établir une différence entre le jugement porté par le préfet de la Propagande et celui que porterait le pape personnellement. Mais à qui espère-t-on faire croire que, dans une question aussi grave, le pape n'a pas eu connaissance d'une décision prise dans le Vatican même et envoyée par un cardinal-secrétaire ?

C'est ça qui est du jésuitisme tout pur. L'archevêque de Québec dit dans son mandement que les décrets (dans cette cause) émanent directement du souverain Pontife. Le verdict du pape n'est donc pas réservé, comme le dit la brochure. Par exemple, il y a une singulière réserve dans ce curieux petit écrit, à propos de l'infaillibilité papale, il y est écrit, page 2 :

“ Cette infaillibilité chez le souverain Pontife n'entraîne pas le privilège de l'impeccabilité. Elle sauvegarde seulement la foi et les mœurs, dans l'Eglise de Jésus-Christ, contre les coups de la déchéance humaine.”

Voilà encore du galimatias. Les *mœurs*, mais c'est par là qu'on pêche, il me semble ! Eh ! mon Dieu, si j'étais pape j'aimerais mieux être impeccable qu'infaillible intellectuellement, car Jésus-Christ a dit : “ Bienheureux ceux qui ont le cœur pur, car ils verront Dieu.” C'est bien la cour de Rome qui a prononcé.

Maintenant, voulez-vous avoir une idée de

l'audace de ce parti qui professe tant de soumission ; lisez à la page 6 :

“ A l'encontre de cette conviction si vive, on nous impose des décrets obtenus de Rome par la fourberie et le mensonge.”

“ Malheureusement encore, on est parvenu, à force des intrigues les plus habiles et des mensonges les plus odieux, à obtenir un décret,” etc. (Page 9.)

“ Mais Dieu ne permettra pas longtemps que l'iniquité, se donnant des airs de saint, triomphe toujours devant le plus auguste tribunal du monde.”

“ Deux évêques permettent que la sacrée congrégation de la Propagande soit ainsi trompée.” (Page 10.)

Oui, et deux autres évêques permettent, sans réprobation de leur part, que cette brochure qui défend leur cause dise et répète que ces décrets ont été obtenus par les odieux mensonges, par les habiles intrigues, et la fourberie de leurs confrères dans l'épiscopat : Par une iniquité qui se donne l'air de sainteté.

Quant à Dieu qui a donné une certaine marge de liberté aux hommes, voire même aux pharisiens hypocrites de se donner pour les seuls vrais fidèles, il a le temps d'attendre le jour de la maturité de l'ivraie et du bon grain, et l'on ne perdra rien pour attendre, chacun paraîtra

ce qu'il est réellement. Quant aux évêques ils permettront longtemps encore que l'on trompe le monde, même la sacrée congrégation de la Propagande, pourvu que cela fasse leur affaire ; et les jésuites, qui ne sont pas évêques, en font tout autant. Il y a au moins ceci d'acquis à la connaissance des ignorants, c'est qu'on peut tromper la sacrée congrégation de la Propagande. Quand je disais que c'est un oracle que l'on peut tromper, et surtout au moyen duquel on peut tromper les autres.

Encore une fois, c'est une idole cette autorité romaine fabriquée par les partisans de l'autorité ecclésiastique. "Les papes, dit l'auteur, peuvent être induits en erreur sur des questions de faits." Est-il vrai ? Nous ajoutons : à plus forte raison sur des questions de questions, sur des doctrines.

Le grand Pascal a écrit : "Toutes les fois que les jésuites surprendront le pape, on rendra toute la chrétienté parjure." Aujourd'hui les jésuites de la province de Québec se plaignent de ce que d'autres ont surpris le pape — *leur* pape infaillible. Non, cher et grand Pascal, la chrétienté n'est pas parjure parce qu'on sera parvenu à surprendre et tromper un évêque de Rome. Cela s'est fait bien-souvent ; et c'est parce que vous avez été élevé dans la fausse idée que toute la chrétienté est renfermée dans

la personnalité du pape que vous avez pu écrire une phrase, ou une *pensée* aussi pauvrement chrétienne. Vous l'avez émise parce que dès votre plus tendre enfance on avait imprimé sur votre immense cerveau la grande mais fausse théorie de l'autorité ecclésiastique en matière religieuse. Plus tard, alors que votre esprit s'est développé par l'étude et l'expérience des hommes, votre caractère affermi par une piété sincère, vous en êtes venu à comprendre qu'il est une conception infiniment plus vaste et plus évangélique de la chrétienté, et on vous a forcé de l'exprimer. En un jour sublime de votre grande et sainte vie, on vous a acculé jusqu'à votre conscience. C'est quand on vous a dit que vos petites lettres (les Provinciales) allaient être condamnées à Rome, et que vous avez écrit ces paroles protestantes que saint Paul aurait signées aussi bien que Luther : "Si mes lettres sont condamnées à Rome, ce que j'y condamne est condamné dans le ciel : *Ad tuum, Domine Jesu tribunal appello.*" Le sens intime de Pascal, son sens chrétien, l'autorité de la vérité en lui, sa conscience personnelle protestait contre cette autorité ecclésiastique factice, anti-évangélique ; contre cette conscience collective qui prétend écraser la conscience personnelle au lieu de s'en fortifier. Cette autorité extérieure du nombre contestait aussi à saint Paul en certain

lieu son droit à l'apostolat, parce qu'il avait été appelé autrement que les autres par la manière originale à Dieu de faire les choses grandes et petites.

Lui aussi revendique son droit dans plusieurs de ses Epîtres, et notamment dans ce passage : "Sont-ils serviteurs de Jésus-Christ, (je parle comme un extravagant) je le suis *plus* qu'eux." (II Cor. XI. 23.)

Il se vante de n'être apôtre de la part d'aucun homme, ni par aucun homme, mais directement de la part de Dieu. (Gal. 1. 1.)

Au fait, il n'y a point d'autorité ecclésiastique dans la religion de Jésus-Christ, et il n'y en a jamais eu ; il n'y a que l'autorité de la vérité évangélique, de la parole sainte qui est l'héritage commun de tous les chrétiens, de tous les fidèles. Chacun se l'approprie autant qu'il en est rendu capable par ses lumières intellectuelles sa valeur morale, son degré de spiritualité, et pas davantage. C'est l'autorité de cette vérité qui a poussé celui que l'église romaine nomme le prince des apôtres à confesser Jésus-Christ de son *motu proprio*. Car sur les bords du lac de Galilée, sans être allé préalablement (comme il aurait dû faire d'après le système d'autorité) consulter les chefs ecclésiastiques dans la chaire de Moïse, le sanhédrin à Jérusalem, il s'écrie de lui-même : "Tu es le Christ, le Fils du Dieu vi-

vant, tu as les paroles de la vie éternelle." C'est à cet homme impétueux, aimant, sincère, mais faible que Jésus a confié d'abord, parce que le premier il l'avait confessé devant les hommes, le devoir d'aller annoncer ces paroles de la vérité évangélique. L'autorité que Jésus a conférée à Simon-Pierre dans le fameux passage de Matt. XVI. 18, et que l'on a voulu regarder comme absolue, il la confère également et dans les mêmes termes à toute église locale dans le chapitre XVIII du même Evangile. C'était l'autorité d'aller proclamer la vérité, et nullement de dominer sur ses frères. Lisez bien pour vous en convaincre ces paroles que les prêtres et les évêques, les papes surtout n'ont jamais prises pour texte :

" Les rois des nations les maîtrisent, et ceux qui ont autorité sur elles sont appelés leurs bien-fauteurs. Qu'il n'en soit pas de même parmi vous." (Luc XXII. 25.)

Saint Pierre dit lui-même :

" Paissez le troupeau de Dieu, non comme ayant *domination* sur les héritages du Seigneur, mais en vous rendant les modèles du troupeau." (I Epître V. 3.)

Voilà les paroles de cet apôtre, qu'un plus grand apôtre, à savoir saint Paul, reprenait en face au concile d'Antioche, au nom de l'autorité de la vérité et de la liberté chrétienne. Toute la

vie et toutes les paroles de ces deux grands apôtres sont contraires à ce système d'autorité ecclésiastique qui est la grande plaie de la chrétienté, comme les armées permanentes sont celle de la civilisation. Je n'ai pas besoin de montrer combien l'autorité morale et spirituelle du vrai pasteur des âmes est différente de celle-là.

Il ne reste aux catholiques romains du Canada d'autre ressource pour s'orienter dans cette affaire que de lire l'Evangile pour eux-mêmes. Savants et ignorants y ont droit aussi bien que les prêtres. Quant aux ignorants ils peuvent aussi bien le comprendre aujourd'hui que lorsque Jésus-Christ lui-même en prêchait la substance à des foules composées de personnes peu instruites. Les chefs ecclésiastiques en ont hardiment détaché quelques paroles mal interprétées afin de voiler le reste, si possible. Ils se sont servis d'une partie de la propriété commune pour enlever le reste aux autres, et par cela ils méritent la censure que Jésus administrait aux chefs de la hiérarchie juive quand il leur disait : " Vous anéantissez le commandement de Dieu par votre tradition que vous avez établie, et vous faites encore beaucoup de choses semblables." (Marc VII. 13.)

Chacun a le droit et le devoir, comme il en a la compétence, de chercher la vérité religieuse pour lui-même. Car si l'Evangile renferme des

vérités si profondes que les savants n'en voient pas encore le fond ; s'il est des points difficiles de théologie que les prêtres ne peuvent pas mieux expliquer que les autres ; la grande vérité salubre et sanctifiante peut être facilement comprise même par les ignorants. Est-ce donc que le paroissien voit le soleil par les yeux du prêtre ? Est-ce qu'il entend la musique par les oreilles de son curé ? Juge-t-il toujours du bien et du mal par la conscience et par la conduite de celui qui dit la messe pour lui ? Enfin, Jésus n'a-t-il pas dit : " Je vous bénis, ô mon Père, de ce qu'ayant caché ces choses aux sages et aux intelligents, vous les avez révélées aux petits enfants." (Luc X, 21.)

Il est de toute évidence que pour l'un et l'autre des partis qui font appel à Rome, l'autorité qu'ils professent d'invoquer n'est qu'un fantôme, puisque le parti des jésuites, à savoir celui des évêques Bourget et Laflèche, la récuse, disant qu'on l'a prévenue, circonvenue, trompée.

Si le verdict eût été contre Laval, alors le jugement de sa sainteté aurait été aussi infailliblement juste que saint, aux yeux des programistes ; mais l'archevêque de Québec avec tous ses adhérents se seraient-ils, eux, soumis de bonne grâce à la sainte autorité ?

Au fond de tout cela il n'y a pas une vraie croyance au principe d'autorité ; c'est de part et

d'autre affaire de tactique pour avoir eux-mêmes l'autorité chacun dans son camp. Pour atteindre ce but, on se livre à un travail de discussion, de récriminations, de citations, de *distinguos* à l'infini, d'explications qui n'expliquent rien, sinon une chose pour ceux qui sont capables de penser, c'est que l'unité si vantée de l'Eglise romaine est une fiction, un mensonge.

Nous savons qu'un dignitaire de l'Eglise du Canada disait, il n'y a pas longtemps, à propos de cette question Laval : " Les pauvres Canadiens, vont-ils enfin ouvrir les yeux !" Oui, vont-ils enfin essayer de trouver la vérité par eux-mêmes !

Ah ! s'ils voulaient, nous parlons de ceux qui sont religieux, s'ils voulaient et s'ils pouvaient méditer ces paroles sur Jésus que nous avons prises comme épigraphe : " Il leur parlait avec autorité et non pas comme les scribes et les pharisiens," alors ils comprendraient que c'est l'autorité divine de la vérité qui s'adresse à toute âme sincère et sollicite son adhésion. Il est des hommes auxquels répugne la forme religieuse, pleine de superstitions et de petites pratiques, qui leur a été enseignée dans leur enfance, et qui se réfugient dans le sentiment de leur foi intérieure quand on leur rappelle qu'ils ne croient plus à ces choses et vous disent : " J'ai ma religion à moi."

C'est bien, mais ce n'est pas assez, la religion vraie c'est celle qui rayonne du cœur et de l'âme dans la vie. Quant à ceux qui ne croient à rien, qui ne s'intéressent à rien en religion, ces esprits forts et ces âmes faibles dont l'éducation romaine a détrem pé le ressort moral et dont le scepticisme a achevé la ruine ; il n'y a pas à compter sur eux, car on ne peut s'appuyer que sur ce qui résiste. Ces hommes sceptiques se moquent de la superstition de leurs femmes, de leurs sœurs, de leurs mères, avec leur éducation de couvent, que le prêtre *continue*. Mais n'ayant ni connaissances ni convictions religieuses, ils ne peuvent en donner à leurs femmes. Or la femme, sentant qu'elle est seule pour maintenir l'élément religieux dans la famille, se cramponne de toutes les forces de son âme aux cornes de son autel où se trouvent résumées toutes ses croyances et toutes ses connaissances religieuses. Nous sommes bien loin de l'en blâmer, car elle a l'instinct de ce que disait récemment Octave Feuillet : " Quand l'homme a perdu la foi, il lui reste l'honneur ; quand la femme a perdu la foi, il ne lui reste rien." Elle espère toujours, et son curé lui assure qu'après s'être nourri de Voltaire, de Renan, de Littré, et même du catholique Zola qui, récemment critique fort le protestantisme dont il trouve la morale beaucoup trop austère, (cela se comprend) il ira à confesse

comme Voltaire, un peu avant la dernière heure, et mourra comme Littré avec les sacrements de l'Eglise.

“Ne parlons donc plus d'individualisme, de liberté, d'indépendance, ni surtout de conscience ; qu'il ne soit plus question que d'autorité. Voilà le mal qui ronge notre société moderne. Sceptique jusqu'à la moëlle des os, elle l'est dans tous les domaines ; de là son impuissance à secouer le joug d'une religion qu'on méprise et à charger celui de la véritable qu'on admire, à briser les liens du passé qu'on abhore, à marcher résolûment vers l'avenir, et à regarder vers le ciel, terme de toutes nos aspirations, couronnement de tous nos travaux et de toutes nos vertus.” (*Le Signal.*)

Nous avons eu dernièrement au milieu de nous une humiliante exhibition de cette faiblesse du scepticisme, et de ses courtes vues, même au point de vue politique.

Quelques-uns de nos hommes distingués par leurs talents et dans leur profession ont perdu leur élection parce qu'il a été prouvé qu'un jour ou l'autre, ils ont été initiés à la franc-maçonnerie.

Quel crime ! surtout au XIX^{ème} siècle. C'est à faire pouffer de rire. Oui, mais le pape, qui se prend au sérieux, a condamné la franc-maçonnerie, et les ignorants croient que ce doit

être diabolique d'être franc-maçon, puisque leur curé le leur dit de par l'autorité du pape.

S'il est prouvé que l'homme politique qui s'efforce de devenir député est franc-maçon, il n'a plus aucune chance de l'être. Mais si cela n'est pas prouvé, il mentira en disant qu'il ne l'est pas ; au lieu d'aller dire carrément qu'il l'est, et qu'il n'y a pas de mal à cela. Il ne sera pas élu cette année, qu'importe, il le sera honnêtement dans quelques années, c'est-à-dire que le peuple sera plus éclairé et que lui sera plus fort, plus puissant, en même temps que plus honnête.

L'autorité ecclésiastique, à l'instar des puissances politiques, a fondé la sienne sur toutes ces faiblesses, toutes ces lâchetés, tous les intérêts mesquins d'une humanité qu'elle domine, et qu'elle a si longtemps écrasée. Cette autorité qui n'a été durant le long Moyen-âge que l'odieuse et païenne caricature de la religion du Christ, cette autorité extérieure qui a pesé si lourdement sur le monde de la pensée et même de la conscience, elle est encore aujourd'hui en certains pays catholiques si intolérable qu'elle vient de faire dire à un ministre de l'instruction publique en Belgique ces lugubres et véridiques paroles :

“ Un cadavre est sur le monde, il barre la route du progrès. Ce cadavre du passé, pour

l'appeler par son nom, carrément, sans périphrases, c'est le catholicisme. C'est ce cadavre, mes frères, que nous avons aujourd'hui regardé en face, et si nous ne l'avons pas encore rejeté dans la fosse, nous l'avons soulevé du moins, de manière à l'en approcher de quelques pas."

Il fait bon de sentir un ressort quelque part, qui pourra un jour rejeter l'odieux fardeau du sépulcre blanchi, dont parle Jésus, et de la paroi blanchie, comme disait saint Paul. Mais cela fait particulièrement du bien, comme le réveil après un affreux cauchemar, quand ces paroles sont dites dans le pays autrefois écrasé par ces deux monstres : le duc d'Albe et son maître qui hantait l'Escorial, dans le pays si longtemps dominé par la sombre silhouette du jésuite et sa lourde université de Louvain.

Oui, le catholicisme romain personnifié dans la hiérarchie romaine, dans l'autorité ecclésiastique qui en est l'essence, c'est le cadavre du Christ. C'est un christianisme mort dans les âmes, mais qui pèse encore sur toutes les relations sociales. Ce n'est plus le corps vivant du Christ, dont parle saint Paul, cette religion "esprit et vie," cette vraie Eglise animée de son esprit, manifestation de sa puissance spirituelle et de l'amour de Dieu et des hommes que l'Evangile fait connaître. C'est cette autorité mondaine, extérieure, politique qui a poussé bien des hommes

honnêtes de notre siècle jusqu'à maudire le christianisme lui-même. S'ils regardaient bien, ils verraient derrière ce masque quelques belles âmes, mais faibles et timorées, ayant peur de toute division, de toute dissidence extérieure, parce que de tout temps on leur a inculqué le faux principe d'unité extérieure trompeuse comme étant le signe essentiel de la vraie religion. S'ils regardaient bien ils verraient tout à côté de cette unité factice de florissantes églises, de puissantes dénominations, riches en piété et en bonnes œuvres chez eux, dont les œuvres missionnaires en pays païen sont admirables par leur pureté relative et leurs grands succès, et qui lentement, mais sûrement, par une culture générale et chrétienne, toujours plus large et plus haute, s'acheminent vers la grande unité d'adhésion spirituelle qui sera l'Eglise de l'avenir. Mais, peur ou non, la division est arrivée en plein cléricalisme, force est bien de le reconnaître. Toujours il y a eu des hommes mondains qui ont recouvert leurs mauvaises passions du masque de la religion, et ceux qui du dehors ont bien regardé savaient que ce n'était pas là la divine figure du christianisme. Ce masque, de hardis incrédules le déchirent aujourd'hui, on va voir enfin ce qu'il cache. Cette parole du Maître est en train de s'accomplir: "Il n'y a rien de si secret qui ne doive être connu, ni rien de si ca-

ché qui ne vienne en évidence.” (Luc VIII, 17.)

Le confessionnal lui-même sera déserté un jour quand on saura bien à quoi surtout il sert ; et quand la femme religieuse sera assez instruite dans la religion vraie du Christ pour comprendre et sentir que la torture qu'elle inflige à sa pudeur n'est pas plus nécessaire à sa religion, quelle n'est agréable à son mari, si agréable que cela puisse être d'ailleurs au prêtre qui aime tant savoir les secrets de la belle dame et à dominer dans la famille des autres, lui qui n'a point de famille, les catholiques romains auront fait un grand pas sur la route de l'émancipation. Car la femme restera religieuse, c'est Dieu qui l'a voulu, et puisqu'il en est ainsi, le plus incrédule des maris trouverait son intérêt à ce que sa femme eût la religion la plus pure possible.

Ce n'est pas le christianisme, ce n'est pas la religion de Jésus-Christ qui est à ensevelir ; elle est encore vivante, puissante et sainte comme toujours, pour ceux qui en vont chercher le principe dans l'Evangile, et “qui adorent Dieu en esprit et en vérité.”

La brochure dit : “Ce n'est pas notre faute si l'autorité religieuse se divise.” Au contraire, c'est bel et bien votre faute à vous catholiques romains, car c'est vous qui vous êtes laissé imposer l'idée d'une autorité religieuse, qui l'avez toujours postulée comme condition nécessaire à

la certitude d'être dans la vérité, et qui parfois l'avez imposée à d'autres.

Au lieu de chercher la vérité religieuse où elle se trouve, à savoir dans la révélation chrétienne, et que chacun, savant et ignorant, comprendrait dans la mesure où il en est spirituellement capable, vous vous obstinez à la faire décréter par une autorité ecclésiastique. Et cette autorité ecclésiastique vous la trouvez divisée, déchirée au XIVⁱème siècle, non plus seulement entre des prêtres et des évêques, mais entre des papes qui s'a nathématisent de Rome à Avignon et d'Avignon à Rome.

Sans nous attarder à en montrer d'autres nombreux exemples à travers les siècles, on trouve cette Eglise divisée ici au milieu de nous, entre évêques et archevêques du Canada, qui en sont à se dire de gros mots. Et voilà les constructeurs et les destructeurs de cette nouvelle tour de Babylone, qui ne peuvent absolument pas s'entendre entre eux, et qui du haut de leur édifice qui ne peut atteindre au ciel, ne cessent encore de crier aux sectes protestantes : " Vous êtes désunis, vous ne croyez pas tous la même chose, donc vous êtes dans l'erreur, donc vous n'êtes pas la vraie Eglise." Si cela n'était un si triste spectacle, ce serait bien ridicule. Il sera donc toujours vrai qu'on voit mieux le fêtu dans l'œil du frère, surtout du frère séparé, que la

poutre dans le sien !

Les protestants ont généralement trop de culture, et une connaissance trop approfondie de la diversité des opinions possibles sur un même dogme, des différences de vues et de pratiques déjà distinctes dans l'Eglise apostolique, il sont trop convaincus que les hommes les plus chrétiens ne peuvent avoir qu'une connaissance relative de la vérité absolue, même religieuse, pour rêver une Eglise unie et uniforme au milieu des hommes... Ils acceptent cette modeste confession du grand apôtre des Gentils :

“ Nous ne voyons qu'en partie obscurément.” (1 Cor. XIII, 9-12.) Et les meilleurs d'entre eux s'efforcent de mettre en pratique le précepte du même apôtre : “ Il faut marcher suivant une même règle, dans les choses auxquelles nous sommes parvenus, et avoir une même pensée.” (Phil. III, 16.)

La brochure dit encore que les vrais chrétiens “ s'attachent à la doctrine sainte de l'Eglise, et pratiquent les vertus qu'elle commande”. Page 18. A quoi nous ajouterons que s'ils peuvent le faire une fois sans la direction des chefs ecclésiastiques, ils le peuvent toujours.

Mais d'abord, il faudrait savoir ce qu'elle est et où elle est cette doctrine sainte de l'Eglise, puisque les papes d'Avignon et de Rome s'en disputent la possession, et que les évêques de la

province de Québec se querellent entre eux au sujet d'une décision du tribunal infailible de Rome. En tout cas, ce n'est pas en vertu de l'autorité que la vraie Eglise pratique ces vertus et s'attache à la doctrine sainte, puisque l'on ne sait pas où est cette autorité. Ce doit donc être en vertu de son sens intime de la vérité divine, que le plus simple chrétien peut avoir aussi bien qu'un évêque, un cardinal ou un pape. Quand des catholiques ont à choisir entre les opinions diverses des évêques ou des papes, il nous semble qu'ils pourraient tout aussi bien choisir pour eux-mêmes entre la vérité et l'erreur religieuse à leur source que de les démêler lorsqu'elles ont reçu des affluents de toute sorte pendant des siècles.

L'auteur ajoute : " Mais les bons catholiques de ce pays sont convaincus que Rome a été trompée." Il faut admettre que cette conviction renferme bien des choses. Mais ce sont aussi de bons catholiques qui professent d'avoir gagné leur cause à Rome.

Monsieur Trudel peut bien dire, dans son plaidoyer, qu'il reste bon catholique, tout en voulant en appeler d'une décision finale du saint Siège, aux tribunaux civils. Mais son affirmation ne prouve rien. S'il ne se soumet pas à la décision finale de Rome, il n'est pas un bon catholique — il n'est point catholique ro-

main du tout. Il peut avoir cent fois raison au point de vue de la loi de la raison, de la science, de la conscience même, mais au point de vue catholique romain il à tort, il renie son principe si hautement affiché d'ultramontansime. Quand on est ultramontain, il faut être conséquent, se soumettre à l'autorité infaillible que l'on a tant prônée. Si c'est une autorité qui se laisse mal renseigner, qui peut être trompée, ce n'était pas la peine de la faire infaillible. Elle est tout au moins inutile. Un tribunal quelconque pourra prononcer aussi bien que celui-là, si on ne le trompe pas ou s'il ne se trompe pas lui-même.

Est-il bien vrai que cet état de choses et des esprits va rester encore bien longtemps comme nous le voyons ? Faut-il donc faire son compte que des hommes instruits, éclairés, honnêtes vont continuer de porter ce joug avilissant comme s'ils étaient des ignorants, et comme s'il n'y avait pas moyen de s'en défaire, et comme s'il n'était pas possible pour eux de marcher dans la glorieuse liberté des enfants de Dieu ! Ah ! nous savons bien que les femmes qui sont élevées au couvent ont la piété conventuelle, même dans leur famille, cette piété toute embarrassée de superstitions. Nous savons bien aussi que beaucoup de nos hommes instruits sont plus ou moins incrédules et que ces deux courants-là restent séparés dans les familles, de

génération en génération, au sein même du catholicisme. Un côté de la famille croit trop et l'autre trop peu. Il y a pourtant au milieu de cela, comme à tant d'autres choses, le milieu du vrai. Et ce milieu c'est l'Evangile qui le remplit. C'est l'Evangile bien étudié, bien compris, éternel et divin dans son essence qui est le lien le plus raisonnable et le plus fort, au sein de la famille et de l'Eglise. L'Evangile, le rayon de la raison suprême, la splendeur du vrai.

Nous avons dit que l'Eglise romaine, c'est-à-dire surtout le clergé de cette Eglise, fonde sa puissance sur la faiblesse des autres membres. Nous ajoutons qu'elle réussit surtout par l'audace de ses affirmations et de ses prétentions, en s'arrogant sur d'autres mortels une supériorité qu'ils sont pleinement en droit de leur contester, puisque ceux-ci ont tous les moyens d'avoir autant de science et de religion que les premiers. Il est singulier que pendant si longtemps un si grand nombre d'hommes aient si faiblement cédé à d'autres un tel monopole. Eh bien ! ils le doivent surtout à ce fait que la masse des hommes postulent comme première condition d'une religion vraie, d'une vérité absolue, une absolue connaissance de cette vérité absolue. Les apologistes du catholicisme se sont acharnés à essayer de prouver qu'en dehors de là, il n'y a point de sécurité pour l'âme. Donc, l'écrivain

qui a pour but d'établir une autorité infaillible qui donnera une pleine certitude, commencera par ébranler les bases de toute certitude personnelle qui ne repose pas sur cette autorité.

De cette manière le scepticisme absolu devient le fondement de la certitude absolue. Vous n'êtes pas sûr de pouvoir nager, on vous jette violemment à l'eau, avec la bonne intention de vous repêcher pour vous remettre en sûreté dans la barque de saint Pierre, c'est-à-dire du pape. Mais si par hasard vous vous noyez ? Alors tant pis, c'est la faute de votre scepticisme. Combien il en est, en France et ailleurs, qui ont péri dans ces ondes-là ! C'est surtout Lamennais, ce brillant écrivain, qui a fait de ce procédé de raisonnement un usage paradoxal. Puis — puis il a écrit plus tard "Les affaires de Rome" — une page qui se répète aujourd'hui — qui ont montré à nu ce que c'est que l'autorité infaillible. Le consentement universel dont il voulait faire le critère infaillible de la vérité, il en a totalement abandonné l'idée plus tard, parce qu'il ne l'a pas trouvée réalisée ; il est mort en refusant les services de tout représentant de l'autorité infaillible ; et alors il a dû se rabattre sur sa foi personnelle, sur sa conviction des vérités religieuses qui lui paraissaient admissibles. C'est-à-dire finir par où il aurait dû commencer, admettre d'emblée qu'il y a parmi les hommes les plus honnêtes des

différences et des degrés dans la connaissance de la vérité religieuse telle que révélée par Jésus-Christ et transmise aux fidèles par quelques disciples qui ne se sont jamais cru infailibles, ni individuellement ni collectivement, et que l'on s'approprie plus ou moins, mais toujours d'une manière relative, cette vérité absolue. Le consentement universel sur un corps de doctrine, il n'a jamais existé qu'à l'état d'aspiration, de *desideratum* ou de théorie intellectuelle, il sera peut-être un jour un glorieux résultat sur la terre pour toute la chrétienté ; mais ce ne sera jamais au moyen du principe ou du dogme d'autorité. Enfin, que sont-ils ces hommes qui se posent comme les dictateurs du vrai et du faux ? Ont-ils, eux, d'autres moyens d'arriver à la certitude religieuse que les autres hommes ? Ils veulent me faire douter des procédés de mon intelligence, est-ce par hasard que la leur est surhumaine, angélique, d'une autre nature enfin ?

Alors il n'y aura pas moyen de nous entendre. Ils ont reçu l'ordination, soit, mais ce sont les hommes qui leur ont donné cela, et cette ordination ne confère pas nécessairement le Saint-Esprit. C'est Dieu qui le donne, qui le donne à tous ceux qui le lui demandent, a dit Jésus-Christ. (Luc XI, 13.)

Lui le donne à des hommes à qui les hommes mitrés le refuseraient, et le refuse souvent à

ceux que ces hommes consacrent, "car l'Esprit souffle où il veut," a dit le Maître qui l'avait reçu, lui, sans mesure. Mais ici nous avons affaire à des hommes qui, avec un aplomb imperturbable, apparemment du moins professent avoir le monopole du Saint-Esprit. Si par hasard, et par malheur en certain lieu, on s'avise de leur contester ce privilège exclusif, alors vous êtes des orgueilleux qui ne voulez pas vous soumettre, des factieux !

"La grande accusation (a dit Lamennais) contre quiconque refuse une soumission pleine et aveugle à l'autorité ecclésiastique, est l'accusation d'orgueil. Nous commandons, et vous n'obéissez, pas, orgueil ! Nous disons : croyez, et vous ne croyez pas, orgueil." Et ces hommes qui commandent, ils sont modestes, eux ! C'est par humilité sans doute qu'ils nous prescrivent d'obéir à leur autorité, qui est l'autorité divine ; il faut que je la croie, parce qu'ils me le disent ! Il est admirable que ce système-là ait duré si longtemps et qu'il se tienne encore debout quelque part.

En tout cas, bien qu'il ne soit pas répudié par les catholiques de la province de Québec, ils doivent être bien embarrassés de savoir, pour l'heure, à qui il faut obéir.

Il est bien possible que par amour de la paix, que par la crainte du qu'en dira-t-on, que pour

sauvegarder des intérêts matériels, on laisse faire bien des choses qui répugnent et qui humilient. Il est certain que l'on ne reste ou que l'on ne devient un homme moral que quand on a assez d'héroïsme pour soutenir des convictions personnelles. Il sera longtemps vrai que, à l'instar du Maître, le christianisme apportera, non la paix, mais l'épée qui tranche dans le mal et les fausses notions religieuses — qui allume un feu purificateur.

Il y a des compromis et des paix qui coûtent trop cher. Et si l'on n'a pas de la religion pour soi, les autres nous imposent la leur, celle qu'ils professent du moins, ou l'imposent à nos enfants. Il est des intérêts qui dépassent les limites de ce monde, il ne faut jamais les remettre entièrement aux soins des autres, qu'ils soient prêtres, évêques ou ministres; car le maître de la vie nous demandera à chacun, un jour, ce que nous avons fait de *notre* talent. Il nous sera dit : "Rendscomptedetoadministration." (Luc XVI.2.)

C'est à ce tribunal-là, le seul infailible, que nous donnons rendez-vous à ceux qui se disputent avec tant d'acharnement le privilège d'instruire à leur façon les futurs chefs de notre peuple, et de dominer sur les consciences avec les formes d'un culte suranné, chargé de superfétations croissantes, et de doctrines toujours plus irrationnelles.

En attendant cette heure solennelle, il nous semble qu'il en a sonné une pour les peuples catholiques romains et pour le nôtre en particulier, l'heure où ces manigances ecclésiastiques et le culte matériel en vogue seront jugés par le tribunal de l'opinion publique dont une partie, au moins, doit être assez éclairée pour cette haute magistrature. L'Eglise orthodoxe a autrefois condamné le mysticisme de Fénelon, mais au moins l'archevêque de Cambray préconisait un culte élevé, spirituel, mais l'Eglise romaine de nos jours, la portion de cette Eglise qui se dit expressément orthodoxe, sanctionne ce culte charnel, grossièrement idolâtre qui envahit toujours ses églises. Il n'y est plus du tout question d'adorer le Père en esprit et en vérité, comme le voulait Jésus-Christ. On adore le cœur matériel de Jésus et de Marie. Cela devient une espèce d'insanité. Il n'y a pour s'en convaincre qu'à lire la liste de ces ouvrages publiés dans certains journaux de notre ville. Nous ne donnerons que quelques-uns de ces titres, par exemple : Le sacré cœur de l'homme-Dieu. — Le scapulaire du sacré cœur de Jésus. — Ligue du sacré cœur de Jésus. — Mois du sacré cœur de Jésus. — L'apostolat du sacré cœur de Jésus. — De la dévotion au sacré cœur, etc, etc.

Mais ce qui est encore plus écœurant, c'est le culte à Marie dont on divise aujourd'hui les

membres et les viscères pour les adorer séparément. On adore son cœur, cela va sans dire, on adore sa tête, on adore ses mains, on adore ses pieds; puis on remonte, on adore son cou, sa poitrine, et l'on redescend : nous avons vu un petit livre dans une vitrine de la rue Bonaparte, à Paris, ayant ce titre : "Adoration aux saintes entrailles de Marie."

Il semble parfois que le temps d'une réaction du bon sens et de la conscience éclairée par l'Evangile ne peut pas être éloignée. Ce ne sont pas les ecclésiastiques qui ramèneront le peuple à un culte raisonnable et vraiment chrétien ; ils n'en sont pas capables, embarrassés qu'ils sont dans les mailles dont ils ont enveloppé les autres. Encore aujourd'hui, comme du temps de Jésus-Christ, il y a des docteurs qui, ont la clef de la science — de la science religieuse — qui n'entrent point, qui restent dans le vestibule grossier de ce temple saint où règne l'esprit de Dieu, et qui empêchent les autres d'y entrer. Le christianisme qu'ils enseignent et qu'ils professent est trop superficiel, trop mondain, trop mijauré pour atteindre le fond des âmes, et pour se risquer de les placer franchement en la présence de Dieu. Toujours ils s'interposent entre Dieu et l'âme, et lui voilent le divin.

Leur confessionnal agit trop fâcheusement sur eux, les rend trop sceptiques sur le compte de la

moralité humaine pour leur laisser dans l'âme assez de foi pour croire à une rénovation profonde de l'humanité. Ils s'inoculent là le virus dont ils professent de guérir l'âme des autres, et ils ne sentent pas combien la leur en est énervée et souillée parfois. Du reste, ils sont trop confortablement établis dans leurs riches cures pour penser sérieusement à la pauvreté spirituelle de leurs paroissiens ; ils sont trop agréablement chatouillés dans leur orgueil clérical, que le peuple continue à saluer dans la soutane, pour renoncer à cette supériorité de caste. Ce serait par trop descendre que de s'habiller et de vivre comme tout le monde, et en particulier comme autrefois Jésus de Nazareth ; n'ayant pour toute distinction que l'autorité de la vérité et de la spiritualité. De nos jours, ils semblent n'avoir qu'un souci, c'est celui de dominer toujours plus au moyen de la femme. Voilà pourquoi les couvents de toute espèce écrasent nos villes, et vont s'installer auprès de tous les presbytères de campagnes pour aider aux curés à populariser toujours plus une fadasse mariolatrie.

Ces énormes constructions, entourées de cabanes, sont le symbole le plus frappant de la grandeur du prêtre et de la petitesse des autres hommes où l'esprit clérical domine.

Deux partis ecclésiastiques luttent en cette

ville chacun avec des partisans qui ne sont que des comparses, pour avoir la direction de l'enseignement universitaire. Est-ce donc bien par amour d'entretenir le peuple dans une science large, libérale et philosophique ? Pas plus qu'on y construit de nombreuses églises et une cathédrale pour y prêcher l'Évangile dans sa pureté, et telle doctrine qui en sort aussi naturellement que la branche sort de l'arbre, et la fleur et le fruit de la branche. Ce qu'on veut y enseigner toujours plus au peuple, c'est la suprématie du clergé, et ainsi préparer une réaction comme celles qui portent un Paul Bert au ministère de l'instruction publique, ou tel matérialiste au ministère des cultes. C'est ainsi qu'en pays latin surtout, et catholique, la pauvre humanité n'avance qu'en zigzag, poussée tantôt par un extrême, tantôt par un autre. On procède par révolution et non par évolution. Il n'y a pas assez d'âmes éclairées et franches pour permettre le progrès en ligne droite. Chacun veut se ménager la chance d'une chère réaction à son tour.

Les prêtres préfèrent cent fois avoir affaire avec des incrédules, avec des matérialistes dont ils confessent les mères, les femmes et les filles, qu'à des protestants religieux qui s'efforcent honnêtement de comprendre l'Évangile aussi bien que possible et de mettre en pratique ses divins préceptes, dans l'esprit du Maître.

Les évêques de la province de Québec nous ont donné il y a quelques mois la preuve nette et claire de ce que j'avance ; ils ont défendu aux catholiques de jamais assister, sous aucun prétexte, pour aucune raison, aux services religieux des protestants, voire même aux services de funérailles. Il paraît donc que ce contact est très dangereux, même en présence d'un cercueil. Là surtout, paraît-il, car parfois on y lit avec solennité et émotion quelques sublimes paroles de l'Evangile sur le grand espoir chrétien de la résurrection, en anglais ou en français, pour ceux qui ne savent pas le latin.

De l'autre côté, les incrédules qui se disent libres-penseurs, aiment aussi mieux avoir affaire aux prêtres catholiques qu'aux ministres protestants. Ils trouvent ceux-ci plus libéraux, plus larges dans leurs vues religieuses, plus rationnels, mais beaucoup trop rigides, sinon en fait de dogme, du moins en fait de morale, car eux ils n'enseignent guère qu'il est avec le ciel des accommodements. On se demande jusqu'à quand des hommes de quelque instruction, avec quelque sentiment de leur valeur et de leur dignité personnelle, avec une conscience à eux, que dans telle affaire ils ont constaté être au-dessus de la conscience cléricale, vont supporter l'arrogance de certains hommes parce qu'ils ont endossé une soutane noire, blanche, violette ou écarlate.

En aucune autre sphère de l'intelligence et du savoir, ils ne leur accordent ce monopole. Pourquoi leur laisser croire qu'ils l'ont ? Simplement parce qu'ils disent qu'ils l'ont ? Tout homme intelligent et instruit peut avoir une conception aussi nette de l'Évangile qu'un prêtre ou un évêque ; et quant au Saint-Esprit, à l'esprit divin qui souffle où il veut, a dit Jésus, le clergé n'en a pas le monopole, non plus.

Il faudra que nos hommes instruits subissent cette avilissante domination aussi longtemps qu'ils n'auront pas le courage de mettre l'Évangile entre les mains de leurs femmes qui resteront religieuses malgré eux, sous une forme ou sous une autre, et qui sont faites pour le comprendre même avec une intuition plus vive et plus profonde. Il leur faudra subir la domination cléricale, supporter leurs querelles de clocher, leurs incessants appels à Rome, comme si jamais Rome pouvait savoir mieux que nos hommes instruits ici ce qui peut nous convenir, tant qu'ils ne se seront pas débarrassés de ce fantôme d'autorité que chacun invoque au secours de ses ambitions.

Comme nous terminons ce travail il paraît une nouvelle brochure à propos de la question Laval, dans le même esprit que celle que nous avons trop longuement commentée. Celle-ci a pour titre : "La source du mal de l'époque en Canada." On ne s'y gêne pas plus que dans l'autre de par-

ler de la fourberie, des mensonges, de la calomnie dont certains prêtres et évêques se servent pour tromper la cour de Rome. Cette brochure vient d'encourir de la part des évêques la même interdiction que l'autre.

Qui donc, après tout cela, osera nous parler de cette unité et de cette autorité sainte dans le catholicisme ? On s'y dévore à huis clos. Et voilà tout. Combien le protestantisme, avec ses imperfections et ses infirmités inhérentes à la nature humaine, est supérieur, dans sa glorieuse et réelle liberté, à cette fallacieuse profession d'unité ! Lui, en plein air, sous le ciel de Dieu reconnaît ses diversités, les regrette, et chez lui les hommes marquants travaillent dans un même esprit à l'avènement d'une unité plus haute, où ils convient tous leurs frères. Ils ne disent pas dans leur arrogance : frère, il faut que tu croies ceci ou cela, mais frère, tu es mon frère en Jésus-Christ ; quand même nous ne le comprenons pas lui et sa doctrine exactement de la même manière ; en nous rapprochant l'un de l'autre et de lui, nous verrons de plus en plus disparaître nos différences. Aidons-nous à mieux comprendre et à mieux pratiquer la parole divine. Ainsi nous nous rapprocherons du Père Eternel qui regarde avec amour et approbation ceux qui s'aiment, et s'aident en montant, mais avec une douloureuse pitié ceux qui se chicanent.

THÉODORE LAFLEUR.